

*L'Ambassadeur de Suisse à Paris, A. Soldati,
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen¹*

VISITE DU PRINCE DE LIECHTENSTEIN²

Confidentielle

Paris, 26 mai 1965

Comme je le disais dans ma lettre du 20 mai 1965³, adressée à la Division des Affaires politiques, le Prince de Liechtenstein ayant fait exprimer au mois de mars dernier par des voies privées⁴ à l'Elysée son désir, à l'occasion d'un passage à Paris, de faire au Président de la République une visite de courtoisie, le Général de Gaulle, par notre entremise, a fait répondre qu'il aurait été heureux de recevoir le Prince et la Princesse⁵ dans le cadre de la visite non officielle qu'ils avaient projetée. Par la suite, l'Elysée a fixé le déjeuner du 26 mai.

1. *Rapport*: E 2001(E) 1978/36 vol. 4 (B.24). Rédigé et signé par A. Soldati, visé par F. T. Wahlen et P. Micheli.

2. *Franz Josef II.*

3. *Lettre de A. Soldati à P. Micheli du 20 mai 1965, cf. doss. comme note 1.*

4. *Le souhait du Prince a été communiqué à l'Elysée par George Révay, ressortissant hongrois, qui a épousé une demoiselle Givaudan de Genève. Cf. note 3.*

5. *G. von Liechtenstein.*



Arrivés à Paris le 22 mai, descendus à l'Hôtel Meurice, le Prince et la Princesse ont dîné à l'Ambassade [*de Suisse*] le 25 mai. Ils y ont rencontré le Ministre de l'Information, M. Alain Peyrefitte, le Président du Conseil Constitutionnel, M. Palewski, les Ambassadeurs d'Autriche⁶ et des Pays-Bas⁷ et quelques personnalités du monde des arts, en raison de l'intérêt que le Prince porta à sa collection de peinture ancienne.

Très soucieux de l'étiquette, le Prince avait estimé devoir faire une visite de courtoisie au Général, qu'il ne connaissait pas, avant de se rendre au déjeuner. Le Général a accédé à cette demande et a reçu le Prince en audience personnelle vingt minutes avant de déjeuner.

M. Hilbe, Conseiller de la Légation de Liechtenstein à Berne, a donc accompagné le Prince à l'Élysée, où, d'après les formes les plus strictes du protocole, il a pénétré par la «grille du coq» (côté Champs-Élysées) qui s'ouvre seulement sur les Chefs d'Etat.

Vingt minutes plus tard, ma femme⁸, Mme Hilbe et moi-même⁹ avons accompagné la Princesse au déjeuner. Assistaient au déjeuner, à part le Président de la République et Mme de Gaulle, le Ministre des Affaires étrangères¹⁰ et Mme Couve de Murville, le Secrétaire général de l'Élysée et Ambassadeur Burin des Roziers et son épouse¹¹, M. Palewski, le Conservateur en chef des Monuments de France et Mme Jacques Dupont, l'Ambassadeur de France au Japon¹² et Mme Missoffe, le Directeur d'Europe au Quai d'Orsay¹³ et Mme Puaux.

L'accueil du Général était à la fois grandiose et débonnaire, Mme de Gaulle était comme toujours d'une touchante simplicité.

Au cours du déjeuner, l'Ambassadeur de France au Japon a dit à ma femme qu'elle lui rendrait service si elle demandait au Général, comme si la question venait d'elle, s'il ne se rendrait pas une fois en visite officielle au Japon. M. Missoffe tenait à connaître l'opinion du Général sur ce point. Ma femme posa la question en passant. Le Président répondit, avec sa manière à mi-chemin entre les vérités frappantes et la boutade: «oh mais non, ils sont trop américanisés! C'est d'ailleurs le conseil que me donne mon Ambassadeur.»

A la fin du repas, le Président, avec une de ses improvisations apparentes, qu'il a en vérité mûrement réfléchi d'avance par un texte qu'il apprend par cœur, a souhaité la bienvenue avec infiniment de bienveillance au Prince et à la Princesse, avec des éloges très poussés sur la famille Liechtenstein, le sage petit pays heureux et son sage Gouvernement. Il dit, en passant, qu'au bonheur de ce pays contribuèrent ses arrangements avec la Suisse qui, a-t-il dit, «est votre bonne voisine et aussi la nôtre».

Le Prince a prononcé alors la petite allocution ci-jointe en annexe¹⁴.

6. M. Fuchs.

7. Le baron A. Bentink van Schoonheten.

8. M. Soldati.

9. A. Soldati.

10. M. Couve de Murville.

11. J. Burin des Roziers.

12. F. Missoffe.

13. F. Puaux.

14. Discours de Franz Josef II du 26 mai 1965, cf. Doss. comme note 1.

A l'heure du café, un petit cercle s'est formé. Comme d'habitude, les hauts dignitaires français présents ne prononçaient pas un mot et se bornaient à écouter respectueusement, en silence. La conversation s'est ainsi limitée aux étrangers et elle a porté sur l'Allemagne. Le Président, toujours sur un ton très courtois, engageant, mais avec un humour caché, a parlé sans enthousiasme du Chancelier Adenauer, qui avait essayé de faire oublier l'Allemagne de l'Est à ses compatriotes en les intéressant à l'Europe des Six. Il s'était toujours bien gardé de mentionner la réunification. Ses successeurs ont préféré mettre en avant le problème de la réunification. Le Prince a demandé alors au Président s'il pensait que la réunification pourrait donner lieu à une guerre. Avec un sourire sardonique, le Président a ajouté: «Certainement à au moins une guerre et au moins une avec la Russie!»

«A la longue la République fédérale et sa capitale actuelle semblent ne pas suffire et ne pas donner satisfaction aux Allemands. Le monde est rempli des tâches importantes à accomplir. Mais c'est justement quand il y a un grand nombre de tâches urgentes à mener à bien que tout paraît paralysé.»

Il s'est alors adressé vers moi et a dit avec bonhomie: «Quand on lit la presse suisse, on a l'impression que le monde est plein de menaces et de dangers imminents et qu'il y a mille motifs d'inquiétudes. En réalité, il n'y a pas autant de dangers de menaces et d'instabilité que ne le dit la presse suisse. Cela tient au caractère bourgeois du peuple suisse.» J'ai répondu que le peuple suisse a un penchant pour la stabilité. Il a repris et a dit «non non, il est bourgeois.» Cela était dit comme une constatation sociologique, d'un ton amical.

«Beaucoup de difficultés en Europe sont venues du fait que le peuple allemand n'a jamais trouvé un cadre étatique définitif, de manière à s'attacher à une patrie permanente. Ni le Saint-Empire, ni la Prusse, ni le Reich bismarckien, ni la République de Weimar n'ont su durer.»

Il a posé ensuite des questions sur les motifs qui ont pu amener Hitler à ne pas envahir la Suisse pendant la guerre. Il a écouté l'explication qu'a donné là-dessus le Prince de Liechtenstein et, après, votre serviteur.

Au cours de la courte conversation que j'ai eue avec le Ministre des Affaires étrangères en marge du déjeuner, celui-ci a dit qu'il serait heureux de faire, à l'occasion d'un passage en Suisse, une visite non officielle à Berne. Il n'avait pas l'air pressé et a ajouté: «Nous aurons le temps d'en reparler».

M. Couve de Murville m'a dit spontanément ensuite: «Je vais être obligé de remplacer M. de Charbonnière¹⁵. Il a eu un infarctus il y a trois ans et sa santé ne semble pas être bonne. Il est vrai qu'il avait beaucoup tenu après le poste d'Athènes à obtenir, je ne sais pas pourquoi, le poste de Madrid, alors que le poste de Berne présente tellement d'avantages pour un Ambassadeur de France, étant donné les excellents rapports que nous entretenons avec votre pays. A l'heure actuelle, il est désespéré à la perspective de devoir quitter Berne. Je suis très gêné et ne sait encore absolument pas qui je pourrais nommer à ce poste.»

15. G. de Girard de Charbonnière, *Ambassadeur de France à Berne, du 9 mars 1964 au 16 septembre 1965.*

J'ai demandé ensuite au Ministre s'il ne lui paraissait pas que la Suisse avait adopté à la Conférence des Sept, à Vienne, une position très réfléchie, très réaliste, face à la proposition britannique¹⁶. Il a répondu à ça: «Mais vous êtes, vous Suisses, des gens de bon sens. D'ailleurs les Anglais n'étaient mus que par des considérations de politique intérieure.»

J'ajoute que le Président, qui rentrait de son voyage de trois jours dans trois départements de l'ouest, et qui avait présidé le même matin le Conseil des Ministres, paraissait dans une excellente forme physique. Il paraissait dominer souverainement les problèmes, la conversation et l'accueil de ses invités. Il ne donnait pas la moindre impression de fatigue ou de lassitude.

16. *Sur la réunion ministérielle du Conseil de l'AELE à Vienne les 24 et 25 mai 1965, cf. le PVCF N° 876 du 18 mai 1965, dodis.ch/31627 et la circulaire de la Division du commerce du Département de l'Economie publique à toutes les missions diplomatiques suisses du 10 juin 1965, dodis.ch/31936. On peut notamment y lire: Touchant l'intégration européenne, les déclarations faites par les représentants des sept gouvernements ont reflété deux tendances principales: pour des raisons qui sont en grande partie de politique interne, le Premier Ministre du Royaume-Uni [H. Wilson], suivi par ses collègues scandinaves, estimait nécessaire de prendre une initiative pour tenter un rapprochement entre l'AELE et la CEE. La Suisse en revanche – tout en marquant son accord sur la nécessité d'un tel rapprochement – s'est opposée à une initiative précipitée; se rappelant l'échec des négociations de 1958 et le veto du Général de Gaulle de 1963, consciente – sur la base d'une analyse réaliste de la situation actuelle – que les conditions générales pour un arrangement avec la CEE ne sont pas réunies, elle a mis en garde ses partenaires contre une démarche insuffisamment préparée, en faisant notamment valoir qu'un nouvel échec ne ferait que reculer les possibilités d'apporter une solution d'ensemble au problème de l'intégration européenne.*